



## ARRETE DU MAIRE

### Occupation du Domaine Public Routier 20 rue Jean-Jacques Rousseau

#### Le Maire de LANNEMEZAN,

**Vu** la Loi n° 82.213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n°82.623 du 22 Juillet 1982 et la loi n° 83.8 du 7 Janvier 1983,

**Vu** la Loi constitutionnelle n°2003-276 du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République et notamment son article 5,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-24, L.2212-1 et suivants,

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2122-1 à L.2122-3,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, et notamment son article L.113-2,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Code Pénal, et notamment son article R.610-5,

**Vu** le Règlement Général de Voirie du 18 Mars 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** les délibérations du conseil municipal n°2022/017 du 25 janvier 2022 portant approbation et mise en application du règlement d'occupation du domaine public ainsi que n°2025/162 du 15 décembre 2025 portant sur la tarification applicable aux occupations temporaires du domaine public pour les commerces fixes & mobiles, animations et travaux pour l'année 2026,

**Vu** la demande présentée par Monsieur Bastien PAIS, représentant l'association "Les Gafets du Plateau", demeurant 526 Boulevard des Tilleuls à 65 300 LANNEMEZAN, tendant à l'obtention d'une autorisation d'occuper le Domaine Public Routier afin d'organiser un repas festif dans le cadre des fêtes de la Saint Jean 2026,

**Considérant** qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sureté, la sécurité et la salubrité publique sur l'ensemble du territoire de la commune,

**Considérant** que l'occupation du domaine public ne saurait être admise que dans des conditions qui permettent de respecter la liberté et la commodité de la circulation, de préserver la sécurité des usagers et des tiers, d'en assurer une utilisation conforme à la destination et d'en garantir la conservation,

**Considérant** qu'il y a lieu de réserver temporairement des emplacements de stationnement afin de permettre l'installation et le déroulement de cette manifestation,

# ARRETE

## **ARTICLE 1 – Autorisation :**

Monsieur Bastien PAIS, représentant l'association "Les Gafets du Plateau", est autorisé à occuper temporairement le domaine public routier pour l'organisation d'un repas festif dans le cadre des fêtes de la Saint-Jean 2026, conformément à la demande.

Cette autorisation est accordée uniquement pendant les horaires définis dans les arrêtés municipaux pris en matière de fermetures de rues lors des fêtes de la Saint Jean 2026

## **ARTICLE 2 – Emprise :**

L'association bénéficiaire est autorisée à installer les équipements nécessaires au déroulement du repas festif (tables, bancs, équipements annexes, ...) sur les cinq emplacements de stationnements situés au droit du 20 rue Jean-Jacques Rousseau.

## **ARTICLE 3 – Mesures de police :**

Afin de préserver la sécurité du bénéficiaire, des piétons, des participants et des biens, le stationnement de tout véhicule extérieur à cette manifestation sera strictement interdit sur la zone réglementée par le présent arrêté.

Cette interdiction s'appliquera du vendredi 26 juin 2026 à 18h00 jusqu'au samedi 27 juin 2026 à 2h00.

## **ARTICLE 4 – Régime de l'autorisation :**

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable et ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. La présente autorisation pourra être retirée par application de la clause de précarité et de révocabilité si les conditions d'occupation ne sont pas conformes à la sécurité du public ou pour tout autre motif d'intérêt général.

## **ARTICLE 5 – Conditions d'occupation du domaine public routier :**

Monsieur Bastien PAIS est tenu de maintenir en bon état le domaine public occupé et sera obligé de remettre les lieux en état à la fin de l'autorisation sous le contrôle des services techniques de la commune. Les éventuelles dégradations constatées seront à la charge de l'organisateur.

## **ARTICLE 6 – Sécurité et signalisation :**

Les services techniques communaux mettront à disposition des balises plastiques afin de neutraliser les places de stationnement qui seront installées puis enlevées par le pétitionnaire sous son entière responsabilité. Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant toute la durée d'occupation du domaine public et veillera à maintenir en permanence un accès sécurisé pour les riverains et les services de secours.

La signalisation temporaire sera mise en place par les soins de l'intervenant de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur et notamment l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par l'arrêté Interministériel du 4 janvier 1995.

La Commune se dégage de toute responsabilité en cas d'accidents et/ou incidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation.

## **ARTICLE 7 – Responsabilité :**

Monsieur Bastien PAIS est responsable tant vis-à-vis de la commune que des tiers, pour les dommages de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de l'installation. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment ou à la réglementation applicable, le demandeur peut être mis en demeure de s'expliquer, puis de faire cesser lui-même les troubles, dans un délai au terme duquel la commune peut se substituer à lui.

En cas d'urgence, la commune est dispensée d'avertir le demandeur avant d'agir.

**ARTICLE 8 – Assurances :**

Monsieur Bastien PAIS devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**ARTICLE 9 – Modalités financières :**

Cette autorisation est consentie à titre gratuit conformément à la délibération du conseil municipal n°2025/162 du 15 décembre 2025 portant sur la tarification applicable aux occupations temporaires du domaine public pour les commerces fixes & mobiles, animations et travaux pour l'année 2026.

**ARTICLE 10 – Infractions :**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 11 – Publication :**

Conformément à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et à son décret d'application n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, le présent arrêté fera l'objet d'une publication dématérialisée sur le site internet de la collectivité et consultable à l'adresse ci-dessous :

<https://lannemezan.fr/fr/rb/2358943/2026-12>

**ARTICLE 12 – Recours :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de PAU - Villa Noulibos - 50 cours Lyautey - CS50543 à 64010 PAU Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication électronique sur le site internet de la collectivité.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 13 – Exécution :**

Le présent arrêté sera exécutoire après publication par voie électronique sur le site internet de la collectivité.

Ampliation du présent arrêté sera adressée pour exécution à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Motorisée de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant du Groupement Régional de la C.R.S. n°29,
- Les agents de la Police Municipale de la ville de Lannemezan,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la ville de Lannemezan,
- Monsieur Bastien PAIS, représentant l'association "Les Gafets du Plateau",

et pour information à :

- Monsieur le Chef du Centre d'Incendie et de Secours de Lannemezan.

**Fait à Lannemezan, le 16 juin 2026**

**Publié par voie électronique le : 19 juin 2026**

**Le Maire,**

**Par délégation, l'Adjoint au Maire,**

*Signé électroniquement*



**Pierre DE MACEDO**

- Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du Service Gestion du Domaine Public Routier de la Ville de Lannemezan.